

## PAUVRETE : LE BOUT DU TUNNEL ?

Parmi les différentes définitions de la pauvreté, deux se détachent. La pauvreté peut être dite absolue ou bien relative. Est pauvre celui ou celle qui ne dispose pas de suffisamment de ressources monétaires pour se reproduire dans le premier cas. La pauvreté est alors qualifiée d'*absolue*. Cette mesure concerne les pays en développement. Est pauvre celui dont le revenu monétaire est en deça de 50% du revenu médian. La pauvreté est alors dite *relative*, elle concerne quasi exclusivement les pays développés<sup>2</sup>.

Cette distinction est utile à rappeler. Elle explique pourquoi il est difficile de comparer la pauvreté au Nord et au Sud, les manières de la mesurer étant différentes. Elle révèle surtout qu'on peut mathématiquement *supprimer* la pauvreté lorsqu'elle est mesurée de manière absolue. Certains pays y sont d'ailleurs parvenus. Il est impossible par contre de supprimer la pauvreté relative parce que la manière de la définir repose exclusivement sur la distribution des revenus, à moins de supposer qu'il soit possible d'envisager une société où tous les citoyens recevraient la même rémunération. Mais s'il est impossible de la supprimer, elle peut néanmoins être substantiellement allégée.

Un des faits saillants de « l'histoire récente de la pauvreté » en Amérique latine, depuis le début des années quatre vingt dix, est la difficulté à réduire de manière significative l'ampleur et la profondeur de la pauvreté (voir encadré pour les définitions de ces termes). Depuis le début de ce millénaire, la pauvreté baisse plus ou moins fortement selon les pays surtout grâce à une politique redistributive encore timide. Dans l'ensemble, malgré ces nouvelles politiques, la diminution de la pauvreté est en deça de ce qu'on aurait pu attendre, surtout lorsqu'on la compare à celle des pays asiatiques. Pour autant, dans quelques pays – dont le Brésil - les objectifs du *Millenium* de réduire la pauvreté extrême sont ou seront en 2015 atteints. Malgré ces progrès, la pauvreté reste à un niveau élevé, environ un tiers la population.

---

<sup>1</sup> Economiste, Professeur, Université de Paris XIII, Cepn-Cnrs UMR n°7115, courriel : pierre.salama@univ-paris13.fr

<sup>2</sup> Pour un exposé de l'ensemble des techniques mesurant la pauvreté et leur discussion, voir Destremau B et Salama P (2002).

### Mesures de la pauvreté absolue

La construction d'une ligne de pauvreté est dans son principe simple. A partir d'enquêtes on établit quelle est la composition d'un panier de biens de consommation permettant d'acquérir un certain niveau de calories. Converti en prix, ce panier indique le niveau de revenu de stricte reproduction définissant la pauvreté *extrême (indigence)*. Multiplié par un coefficient dit d'Engel pour tenir compte des besoins en logement, transport etc, on obtient un revenu correspondant au seuil définissant la pauvreté. Si le revenu de l'individu, ou du ménage, est inférieur à ce seuil, l'individu, ou la famille, est désigné comme pauvre. L'indicateur  $H_0$  ainsi obtenu mesure l'*ampleur* de la pauvreté.

On peut calculer deux autres indicateurs appartenant à la même famille :  $H_1$  mesure la *profondeur* de la pauvreté, c'est-à-dire l'écart entre les niveaux de revenus des pauvres et le revenu correspondant à la ligne de pauvreté,  $H_2$  mesure les *inégalités entre les pauvres*. Ces trois indicateurs peuvent s'écrire :  $H_\partial = 1/n \sum [(z - y_i)/z]^\partial$

$z$  correspond à la ligne de pauvreté,  $y_i$  le revenu des pauvres,  $n$  la population et  $\partial$  prend la valeur de 0, 1, 2. La sommation se fait de un à  $q$  : nombre d'individus ou de ménages pauvres. Pour  $\partial = 0$ ,  $H_0$  mesure l'ampleur de la pauvreté puisqu'il correspond mathématiquement au nombre de pauvres sur la population.

La Banque mondiale définit la ligne de pauvreté différemment. Elle considère que sont indigents (pauvreté extrême) les individus qui reçoivent moins d'un dollar/jour américain calculé à partir d'un taux de change particulier, différent de celui des pays, dit de parité de pouvoir d'achat (PPA). Ceux qui reçoivent moins de deux dollars/ jour PPA sont pauvres. Le classement des individus comme pauvres ou non pauvres et l'évaluation consécutive de l'évolution des taux de pauvreté souffrent de manque de transparence : certaines évolutions reflètent davantage les changements des techniques d'évaluation, rarement précisées, que le changement de situation réel<sup>3</sup>.

Ces indicateurs souffrent de plusieurs défauts qui sont autant de limites : on ne prend souvent en compte que les revenus monétaires, on fait fi des différents mécanismes de solidarité non marchands, on ignore la subjectivité des individus qui peuvent se sentir pauvres lorsqu'ils ne peuvent faire face à leurs obligations<sup>4</sup>. C'est pourquoi ces indicateurs simples sont complétés par une panoplie d'autres indicateurs cherchant à capter la « diversité » de la pauvreté et les manières de la ressentir.

En Asie, l'évolution de la pauvreté est nettement différente. Elle chute, parfois de manière vertigineuse en quelques années. Dans certains pays, elle a quasiment disparu tout au moins dans ses aspects extrêmes, dans d'autres, après une première phase de réduction forte et rapide de la pauvreté, on observe un ralentissement plus ou moins prononcé de celle-ci<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> Sur ce point voir Wade R (2002) qui remarque que les échantillons de pays utilisés pour mesurer le revenu des pauvres diffèrent selon les enquêtes.

<sup>4</sup> Celles-ci expriment des codes de valeur transmis de générations en générations, plus ou moins déformés par l'insertion souvent brutale des individus dans un mode marchand, plus ou moins globalisé.

<sup>5</sup> Selon les données de la Banque mondiale : la pauvreté est passée de 69,9% en Chine en 1990 à 28,6% en 2005 et la pauvreté extrême (nommée également indigence) a chuté de 31,5% à 8,9% entre les mêmes dates. En Corée du sud, tant la pauvreté que l'indigence est non significative, inférieures à 0,5%, en Thaïlande entre les mêmes dates l'indigence est passée de 12,5% de la population à 1,7% (World Bank, 2006, page 49). En Chine après avoir connu une réduction prononcée de son niveau en peu d'années, la baisse de la pauvreté ralentit fortement avec la hausse prononcée des inégalités. Selon la même étude la Banque mondiale, l'indice de Theil (indicateur mesurant les inégalités) augmente de 21,1% en 1990 à 35,8% en 2002 en Chine alors qu'il reste à un niveau faible en Corée du Sud (17% et 17,5% pour les mêmes dates). Les inégalités entre les revenus ont augmenté en ville, à la campagne et surtout entre campagne et villes en Chine. En effet : 8,9 points des 21,1 points en

Niveau et variation des inégalités et taux de croissance du Pib constituent les facteurs clés expliquant l'évolution de la pauvreté. Ils constituent ce qu'on appelle le « triangle de la pauvreté » selon l'expression heureuse de F. Bourguignon (2004). Plus le niveau des inégalités est élevé, plus il est probable que la profondeur de la pauvreté sera importante. A l'inverse plus la croissance est élevée, plus le revenu des pauvres augmentera et moins de temps ils mettront pour combler l'écart qui les sépare de la ligne de pauvreté si et seulement si la distribution des revenus qui accompagne la croissance n'est pas altérée. La variation des inégalités impacte en effet sur le niveau de la pauvreté. Une distribution des revenus de moins en moins inégale constitue un facteur positif et permet de diminuer la pauvreté, toutes choses étant égales par ailleurs, et inversement une hausse des inégalités constitue un facteur négatif (1° partie).

Les régimes de croissance ont une influence sur le niveau de la pauvreté. Certains régimes de croissance sont plus performants en terme de taux de croissance, d'insertion de l'économie dans « l'économie-monde », que d'autres, selon qu'ils favorisent l'essor de produits à moyenne et haute technologie, ce qui n'est pas sans effets sur la pauvreté et ses formes. En effet chaque type d'insertion se traduit par un rapport différent entre travail non qualifié et travail qualifié et donc par une distribution des revenus différente. Comme la pauvreté n'est pas synonyme de non travail ou bien de travail dans l'informel (bien qu'il existe des liens entre pauvreté et activités informelles), et que le travail formel et informel soit compatible avec la pauvreté, l'évolution des types d'emplois et de revenu se traduit en effet, via la variation de la distribution des revenus et l'ampleur de la croissance, sur le niveau de la pauvreté. En ce sens on peut considérer que le régime de croissance relativement peu performant en terme de croissance que connaît l'Amérique latine industrialisée, depuis les années quatre vingt dix, explique les difficultés à abaisser de manière significative le niveau de la pauvreté. (2° partie).

## **I. Le « triangle de la pauvreté » : les facteurs en jeu.**

### *A. Le niveau élevé des inégalités accroît les difficultés de réduire la pauvreté.*

En Amérique latine, le niveau des inégalités est très élevé comparé aux autres pays : le coefficient de Gini<sup>6</sup> est de 0,639 au Brésil, 0,59 en Argentine, de 0,52 au Mexique, de 0,55

---

1990 proviennent des inégalités villes campagne 8,1 au sein des campagnes et 4,1 au sein des villes). En 2002, sur les 35,8%, 14,8 points viennent des inégalités villes campagne (12,6 et 8,4 pour les campagne et les villes) (BM, 2006, pages 227 et 228 pour plus de précisions concernant l'Asie, se référer à Chaudhuri S. Et Ravallion M 2007, à Jomo K.S., 2006, Edwards P, 2006).

<sup>6</sup> Le coefficient de Gini est un autre indicateur de mesure globale des inégalités mettant en rapport les pourcentages de la population et de revenu distribué. Population et revenus, en pourcentage, forment les deux côtés d'un carré. Si par exemple 5% de la population touche 5% du revenu, 10% touche 10% etc, on obtient une distribution des revenus absolument égale. Elle correspond à la diagonale du carré. La distribution des revenus est en réalité plus ou moins inégale selon les pays : 10% de la population touche par exemple 5% des revenus, 20% reçoit 9%

au Chili, de 0,58 en Colombie (Cepal, 2004), alors qu'il se situe à 0,36 aux Etats-Unis, 0,27 en France, selon l'Ocde à la fin des années quatre vingt dix. Le niveau des inégalités a tendance à baisser dans les années 2000<sup>7</sup>, sauf en Argentine où il s'est élevé brutalement à un niveau extrêmement élevé lors de la crise qui a mis fin au Plan de Convertibilité, pour fléchir ensuite. Lorsqu'on compare le revenu moyen obtenu par les 10% les plus riches avec celui reçu par les 10% les plus pauvres, le ratio est de 58,1 en 2000 en Amérique latine alors qu'il n'est que de 15,9 pour l'ensemble Malaisie, Philippines et Thaïlande (Palma G, 2006). On peut affiner l'étude des inégalités en utilisant deux coefficients de Gini : l'un concernant 100% de la population et l'autre ne prenant en compte que 90% de celle-ci, une fois éliminés les 10% les plus riches. Les écarts entre les deux Gini sont particulièrement importants en Amérique latine. Le coefficient de Gini des 100% est plus élevé de 40% que celui des 90% au Mexique et en Argentine, de 42% au Brésil, de 45% en Colombie, de 53% enfin au Chili alors que le Gini des 100% est « seulement » supérieur d'un peu moins de 9% à celui des 90% aux Etats-Unis.

Pour un revenu moyen par tête donné peu élevé, plus le niveau des inégalités est élevé, plus il est probable que la profondeur de la pauvreté soit grande. Il est alors difficile d'abaisser le niveau de pauvreté toutes choses étant égales par ailleurs (c'est-à-dire pour un taux de croissance constant et une distribution des revenus inaltérée). L'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance est alors faible<sup>8</sup>.

#### B. *Les effets positifs de la croissance sur la pauvreté*

Lorsque les inégalités restent stables (croissance dite neutre du point de vue de ses effets distributifs), la croissance agit plus ou moins favorablement sur la pauvreté à la fois en fonction de son taux et du niveau des inégalités. Plus le taux de croissance est élevé, plus la

---

*etc*, par exemple. On obtient une courbe qui reflète cette distribution des revenus. Elle porte le nom de courbe de Lorenz. La surface existant entre cette ligne et la diagonale, rapportée à la moitié de la surface du carré constitue un indicateur des inégalités, nommé Gini. Plus la courbe de Lorenz se rapproche de la diagonale, plus la surface occupée entre cette courbe et la diagonale est petite et moins le coefficient de Gini est élevé, et inversement. On comprend aussi que la surface occupée entre cette courbe et la diagonale peut être produite par des courbes de Lorenz différentes dans leur courbure. Ceci signifie qu'un même degré d'inégalité peut signifier des situations différentes et qu'il faut alors avoir recours à d'autres indicateurs plus précis

<sup>7</sup> Selon les sources, les chiffres diffèrent parfois ce qui s'explique par la difficulté à saisir les revenus financiers des 5%, voire des 1% les plus riches, mais aussi parfois parce qu'il n'est pas indiqué s'il s'agit de l'ensemble des revenus, ou de ceux provenant du seul travail, s'il s'agit de revenus après ou avant transferts sociaux. Lorsqu'on considère l'ensemble des revenus après transferts, y compris les revenus financiers bien que sous estimés, selon les données du PNAD au Brésil, le coefficient de Gini est passé de 0,5957 en 2001 à 0,5620 (Neri, 2007). La baisse n'est pas négligeable mais le coefficient reste à un des niveaux les plus élevés du monde.

<sup>8</sup> C'est ce qui explique qu'en Argentine il soit devenu difficile d'abaisser le niveau de la pauvreté de manière significative aujourd'hui malgré la forte croissance du Pib. La pauvreté recule, mais faiblement : l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance était de - 0,3 pour la période 2002-2007 (pour chaque point de croissance supplémentaire, la pauvreté diminue de seulement 0,3%) (Lozano et alii, 2007).

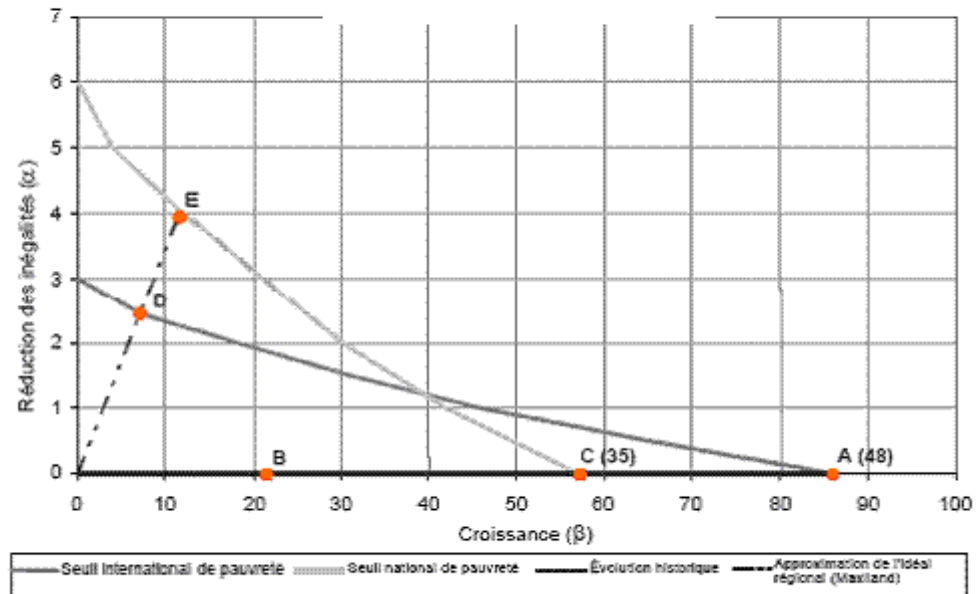
diminution de la pauvreté sera considérable. Cette réduction sera d'autant plus forte que le niveau des inégalités est faible.

Nous allons illustrer notre propos par différentes simulations. Dans un article déjà ancien (1989), mais révélateur, N. Lustig calculait combien d'années étaient nécessaires, dans le cas du *Mexique*, pour combler la brèche entre le niveau de rémunération atteint par les 10% les plus pauvres, puis par les 10% suivants, *etc.*, et le salaire minimum de 1977 (niveau proche de la ligne de pauvreté). Elle fait deux hypothèses : La croissance est supposée *neutre* du point de vue de la distribution des revenus et son taux est stable et de 3% par an. Avec ces hypothèses fortes, la population composant le premier décile (les plus pauvres parmi les pauvres) devrait attendre 64 ans pour que son revenu atteigne le seuil de pauvreté, celle du second décile n'aurait que (...) 35 ans à attendre, et celle du décile suivant 21 ans. Paes de Barros R et *alii*, ont fait quant à eux des simulations pour le *Brésil* en 1997 et en 2000. Avec l'hypothèse d'une distribution des revenus stable (celle de 1993), l'objectif était de calculer le nombre d'années de croissance continue et régulière pour que la pauvreté baisse. Les auteurs obtiennent les résultats suivants : 10 ans de croissance au taux de 3% an permettent une réduction de la pauvreté de huit points, mais de deux points seulement avec une croissance de 2%. Ils montrent que pour réduire la pauvreté de 12,5 points au Brésil, il faudrait une croissance de 4% chaque année pendant dix ans à la condition que le profil des inégalités ne soit pas affecté. Reprenant l'exemple du *Mexique*, F. Bourguignon (2004) montre qu'avec les mêmes hypothèses (croissance de trois pour cent par an, régulière, neutralité distributive), la pauvreté pourrait être réduite de sept points en dix ans.

Ce type d'analyse sous forme de scénario a connu un succès surtout depuis les objectifs fixés par le *Millenium*. Les économistes du *Millenium* ont croisé, pour chaque pays, la réduction des inégalités et la croissance et ont imaginé des scénarios pour atteindre une réduction de 50% de la *pauvreté extrême* de 1990 en 2015. Les deux courbes représentent le niveau « désiré » de pauvreté extrême en 2015, soit la moitié de celui de 1990, calculé soit selon les enquêtes nationales, soit selon la Banque mondiale. Il pourrait être obtenu par une infinité de combinaison entre croissance et réduction des inégalités. Les experts du *Millenium* (Cepal, IPEA, Pnud, 2003) construisent selon ce principe deux courbes d'iso pauvreté pour chaque pays combinant taux de croissance et variation des inégalités susceptibles d'atteindre l'objectif du *Millenium*. (voir le graphique ci-dessus dans le cas du Brésil.).

Graphique 6

courbe d'isopauvreté pour le Brésil



Source : Cepal, Ipea, Pnud (2003)

Ces études cherchent ainsi à mettre en lumière les conditions à satisfaire pour que le niveau de pauvreté extrême de 1990 diminue de moitié d'ici à 2015. Selon les calculs effectués par les experts, en supposant que les inégalités ne changent pas, il faudrait une croissance accumulée sur cette période de 207% pour la Bolivie, de 104% pour la Colombie, de 86% pour le Brésil lorsque la pauvreté extrême est mesurée selon les critères de la Banque mondiale, soit un dollar par jour, au taux de parité de pouvoir d'achat (voir graphique). La diminution des inégalités permettrait d'atteindre cet objectif avec un taux de croissance plus faible. Si on projette les taux de croissance et les variations des inégalités observées entre 1990 et 2002, on observe qu'il faudrait 27 ans pour le Mexique pour atteindre l'objectif, 102 ans pour le Nicaragua, 240 ans pour le Honduras (Ros.J, 2004). Selon la Cepal (2005, p.20), en 2003 un seul pays latino américain avait déjà atteint l'objectif fixé et cinq devraient y parvenir dans les délais fixés. Les autres pays d'Amérique latine ne devraient pas pouvoir atteindre l'objectif dans le cas où le taux de croissance et la variation des inégalités resteraient semblables à ceux obtenus entre 1990 et 2002.

Le Brésil a atteint l'objectif fixé avant le terme assigné : la pauvreté extrême a baissé de 58,54% entre 1992 et 2006. Cette baisse a été irrégulière : forte après la fin de l'hyperinflation (-33,76% entre 1992 et 1995), interrompue de 1995 à 2001, relativement prononcée ensuite, puisque sur l'ensemble de la période (1992-2006) elle frôle les 60% (Neri et alii, p.36, 2007). Elle est le résultat à la fois d'une politique de transferts sociaux, d'une augmentation sensible du salaire minimum et d'une augmentation des revenus des travailleurs

non qualifiés supérieure en taux à celle des travailleurs qualifiés (voir *infra*) comme le montre S.Rocha (2007).

On sait qu'avec 2% de croissance, il faut 35 ans pour double la valeur du Pib mais avec 10% de croissance, en 35 ans, le Pib est multiplié par 32. Avec un taux de croissance de 2%, la mobilité sociale est faible et la probabilité pour qu'un enfant né pauvre ne le soit pas arrivé à l'âge adulte n'est pas élevée. Avec un taux de croissance de 10%, la mobilité sociale est beaucoup plus élevée et la probabilité qu'un enfant né pauvre ne le soit plus arrivé à l'âge adulte est forte, sauf si les inégalités augmentent considérablement comme c'est le cas aujourd'hui en Chine.

La croissance est modeste en Amérique latine<sup>9</sup>. Elle se situe autour de 2% en moyenne par an depuis les années quatre vingt dix. Elle est plus irrégulière en Amérique latine qu'en Asie. Zettelmeyer J (2006) montre que les périodes où la croissance par tête dépasse 2% par an sont plus importantes en Asie qu'en Amérique latine et surtout plus longues depuis 1950. Selon ses travaux, on dénombre depuis 1950, 10 périodes de croissance à plus de 2% par tête en Amérique latine contre 11 en Asie, leur durée moyenne est dans le premier cas de 13,9 mois alors qu'elle atteint 26,1 mois dans le second, enfin dans 30% de cas ces phases d'essor dépassent 15 ans en Amérique latine contre 73% en Asie<sup>10</sup>.

Si la croissance était régulière et si elle était neutre au niveau de la distribution des revenus, la pauvreté suivrait un *trend* également régulier à la baisse. Ce n'est pas le cas en Amérique latine. Les courbes du Pib et de la pauvreté ne sont pas parallèles. Les pauvres, parce que moins protégés, sont plus vulnérables à la volatilité du Pib que les autres catégories de la population, mieux protégées. Aussi le pourcentage de pauvre croît-il plus fortement que la réduction de la croissance lorsque la crise survient. Le cycle de la pauvreté est donc plus marqué que celui du Pib surtout dans sa phase baissière en raison de phénomènes d'hystérésis (Lautier B, Marques Pereira J et Salama P, 2004). Les deux trends, celui de la croissance et celui de la pauvreté, ne sont donc pas parallèles manifestant une relation très étroite entre le cycle de la croissance et la modification dans la répartition des revenus (les inégalités augmentent lors de la crise). La volatilité de la croissance, parce qu'elle se traduit par des modifications dans la répartition des revenus en défaveur surtout des plus pauvres, freine pour un taux de croissance donné la réduction de la pauvreté. Plus la volatilité est éle-

---

<sup>9</sup> Pour une analyse des causes de la faible croissance, comparée à celle des pays asiatiques, et de sa volatilité, voir le premier chapitre de mon livre : *Le défi des inégalités* (2006).

<sup>10</sup> Le contraste est encore plus prononcé à partir des années quatre vingt puisque l'Amérique latine entre d'abord dans une phase longue de dépression hyperinflationniste à très forte volatilité qui dure une dizaine d'années qui est suivie ensuite, dès le début des années quatre vingt dix, d'une phase de reprise économique caractérisée par un faible taux de croissance moyen et une volatilité moins prononcée que lors de la période précédente. La croissance en Asie des années quatre vingt à ce jour est dans l'ensemble forte et peu volatile (une seule crise à la fin des années quatre vingt dix).

vée, moins les effets bénéfiques d'un taux de croissance donné sur la réduction de la pauvreté seront importants.

#### Les raisons de la vulnérabilité accrue des pauvres aux cycles de la croissance

Lorsque la croissance baisse, les pauvres sont affectés d'une manière plus que proportionnelle par cette baisse, et lorsque celle-ci repart à la hausse, le niveau de pauvreté reste stable, lorsqu'il n'empire pas, pendant une durée plus ou moins longue, elle-même fonction des effets redistributifs en cours. Les raisons souvent invoquées pour expliquer ces évolutions sont bien connues : la crise est le moment où les secteurs peu compétitifs sont restructurés, des entreprises éliminées ou reconverties, des conditions de travail remises en question. La sortie de crise autre que les reprises « mécaniques » par renouvellement des stocks, exprime un retour vers de meilleures conditions de valorisation du capital, grâce à de nouveaux équipements plus performants, mais surtout dans un premier temps en raison de l'introduction de nouvelles organisations de travail, d'une baisse de l'emploi et d'une « modération » salariale. Le cycle de la production repart à la hausse, les profits augmentent ce qui à terme peut être de nature à alimenter la combativité, la mobilisation, et le rattrapage des salaires. Les déphasages entre les évolutions de la production et des salaires s'expliquent donc par la non-correspondance des cycles du Pib et des mobilisations. Il en est de même pour les déphasages entre les cycles du Pib et celui de la pauvreté pour une raison simple : la pauvreté ne vient pas pour l'essentiel du non emploi, mais de l'emploi qui se fait dans des conditions de rémunération détériorées. Ce phénomène d'*hystérésis* s'explique ainsi essentiellement par l'accentuation des inégalités lors de la crise, crise dont les effets négatifs sont beaucoup plus forts que dans les pays développés en raison de la faible protection sociale de la majeure partie de la population. Les services publics, dont l'école et la santé, souffrent particulièrement des réductions de dépense décidées pour retrouver l'équilibre budgétaire. La durée moyenne de scolarité baisse (les enfants pauvres fréquentent moins assidûment l'école pour des raisons économiques). La recherche d'activités de survie à court terme rendue nécessaire par la crise, la durée de la scolarité plus faible, la protection sanitaire réduite, diminuent, dans certains cas de manière irréversible, les capacités de sortir de la pauvreté une fois la reprise économique venue pour un certain nombre d'entre eux.

Les effets négatifs du cycle sur la pauvreté sont souvent accentués par les politiques économiques restrictives décidées pour des raisons de crédibilité sur les marchés financiers internationaux. Ainsi selon Hicks et Wodon (2001), à partir d'une étude réalisée sur sept pays (Argentine, Chili, Bolivie, Costa Rica, Mexique, Panama et République Dominicaine), on peut observer une élasticité des dépenses sociales par rapport au PIB supérieure à l'unité durant les phases de croissance, et à l'inverse et surtout une élasticité de ces dépenses inférieure à un durant les phases de récession. Ainsi que le soulignent les auteurs, lorsque la croissance du PIB par tête fléchit d'un point, les dépenses affectées aux pauvres baissent de deux points. Les auteurs estiment que cette baisse est pour moitié due à la baisse du PIB par tête et pour moitié résulte de l'augmentation du nombre de pauvres provoquée par la crise. Au lieu d'être contracyclique, la politique sociale est souvent pro cyclique et accentue de ce fait les effets négatifs de la volatilité sur les populations à faible revenu.



### C. Les effets d'une variation des inégalités

La croissance n'est pas neutre du point de vue distributif. Elle accroît les inégalités ou les diminue selon les régimes de croissance. Lorsque la demande de travail non qualifié l'emporte sur la demande de travail qualifié, la probabilité pour qu'un resserrement des inégalités des revenus du travail ait lieu est forte, à l'inverse lorsqu'elle est inférieure, les inégalités peuvent augmenter. La substitution d'importations portant sur les biens légers a produit une concentration dite horizontale des revenus (la distance entre les revenus du travail est faible) alors que la substitution des importations portant sur les biens lourds et plus sophistiqués, a entraîné une concentration dite verticale (la distance entre les revenus du travail s'accroît). Le régime de croissance ne se limite pas seulement à spécifier les activités industrielles : la part du financier peut devenir importante et les revenus tirés de ce secteur deviennent alors considérable et sont de nature à modifier la distribution des revenus. Enfin la croissance s'accompagne peu ou prou de politiques redistributives qui altèrent plus ou moins la distribution des revenus dans un sens ou un autre et joue en retour sur la forme prise par la croissance. On peut considérer qu'aujourd'hui le régime de croissance dominant comprend une forte part d'activités financières et s'accompagne de l'essor d'une politique assistencialiste. Ces caractéristiques ne sont pas sans effet sur la distribution des revenus.

Comme nous l'avons vu, la croissance n'est pas régulière et l'évolution de la pauvreté n'est pas « en phase » avec celle du Pib. Les économistes distinguent différentes phases : la croissance est « *pro-poor* » (très favorable aux pauvres) lorsque la baisse de l'indice de pauvreté se réalise à un taux de croissance supérieur à celui du Pib ; elle est « *trickle down*<sup>11</sup> » (modérément favorable aux pauvres) lorsque l'indice de pauvreté baisse à un taux inférieur à celui du Pib ; elle est enfin appauvrissante, « misérabiliste » lorsque la croissance, positive ou plus généralement négative provoque une augmentation de l'indice de pauvreté<sup>12</sup>. Cette analyse peut être approfondie par la prise en considération d'autres indices de pauvreté mesurant la profondeur de celle-ci et les inégalités parmi les pauvres.

Afin de mesurer les effets de la croissance, *via* les variations des inégalités, sur la pauvreté, Kakwani et *alii* (2004) construisent un indicateur très intéressant. A un taux de croissance du Pib d'une année correspond un taux de croissance (négatif ou positif) de l'indice de pauvreté. La relation croissance - pauvreté diffère d'une année sur l'autre parce que la croissance agit sur les inégalités de manière irrégulière. L'idée est, à partir du taux de croissance observé chaque année, de calculer à quel niveau *devrait* être ce taux pour qu'il y

---

<sup>11</sup> Nous avons préféré conserver les expressions anglaises, la dernière étant difficilement traduisible, l'expression « goûte à goûte » étant probablement la plus proche mais dans ce cas inélégante.

<sup>12</sup> Les élasticités de l'indice de pauvreté par rapport au Pib sont supérieures à 1, comprises entre 0 et 1, inférieures à 1. Voir Kakwani et *alii* (2004). Nous adoptons ici les définitions de cet auteur plutôt que celles plus laxistes de la Banque Mondiale considérant que la croissance est « *pro-poor* » si l'indice de pauvreté diminue quelques soit son taux. Dans ce cas il suffit que l'élasticité soit supérieure à 0.

ait une croissance de l'indice de pauvreté semblable au taux de croissance observé. Le taux de croissance hypothétique ou PEGR (acronyme de « poverty equivalent growth rate ») correspond donc à une croissance neutre du point de vue distributif. On en déduit alors que si le taux calculé dépasse celui observé, la croissance est « *pro-poor* » car elle s'accomplit avec une diminution des inégalités et permet une diminution forte de l'indice de pauvreté, si le taux calculé est inférieur au taux observé mais supérieur à zéro, elle est de type « *trickle down* », l'indice de pauvreté baisse mais faiblement parce que les inégalités augmentent, enfin si ce taux est négatif et inférieur au taux observé nous sommes en présence d'une croissance appauvrissante.

L'exemple coréen est une illustration intéressante de ce qui précède. La croissance a été dans l'ensemble de 1990 à 1996 de type « *pro-poor* » : les indices pauvreté ont baissé plus rapidement que n'a augmenté le Pib. Les inégalités ont diminué dans l'ensemble de la population (le coefficient de Gini passe de 29% en 1990 à 27%), mais aussi selon l'auteur<sup>13</sup> parmi les pauvres et la profondeur de la pauvreté baisse. En 1997-98, avec la crise, la situation change radicalement, nous sommes en présence d'une phase « appauvrissante » : l'indice de pauvreté baisse à un taux supérieur à celui du Pib, la profondeur de la pauvreté s'accroît encore plus vite et les inégalités parmi les pauvres croissent fortement. Dans la période qui suit, la baisse de l'indice de pauvreté est légèrement inférieure au taux de croissance du Pib, la croissance est « *trickle down* » de ce point de vue, mais elle est « *pro poor* » si on se réfère aux deux autres indices, grâce à la politique sociale active mise en place.

Ce n'est pas ce qu'on observe en Amérique latine. Avec la même méthodologie, Nunez et alii (2005) ont analysé la *Colombie*. L'effet dû aux inégalités est bien plus important. On observe en effet que la courbe de la croissance observée est souvent au dessus de celle du PGER et que cette dernière est fréquemment négative. L'indice de pauvreté reste à un niveau élevé, l'effet dû à l'accroissement des inégalités l'emporte souvent sur l'effet dû à la croissance, surtout de 1997 à mi-98 et encore davantage de 2000 à mi-2002. Il est logique dès lors que l'indice de pauvreté n'ait pas baissé sur la période : de 51% en 1996 il passe à un peu plus de 53% en 2004 après avoir chuté de quatre points de 2002 à 2003 grâce à une croissance « *pro poor* » forte. Si la croissance avait été neutre, l'indice de pauvreté serait passé de 51% en 1996 à 37% en 2004...c'est dire combien sur la période les conséquences des phases de « croissance appauvrissante » ont été fortes.

## **II° Un régime de croissance peu performant :**

---

<sup>13</sup> Légèrement différentes de celles calculées par ADB (*op.cit*)

L'indice de pauvreté est orienté à la baisse. Cette baisse est cependant relativement faible et la pauvreté reste située à un niveau très élevé. Les raisons en sont, rappelons le, un niveau des inégalités très élevé (facteur négatif), des inégalités qui fléchissent légèrement dans certains pays (facteur positif) et un taux de croissance moyen modeste sur longue période (facteur positif). Se limiter cependant à l'analyse du triangle de la pauvreté est insuffisant : il faut spécifier la croissance et les inégalités qu'elle véhicule. L'objet de cette partie est d'analyser la relation existant entre le régime de croissance depuis une décennie et l'évolution de la pauvreté. Nous montrerons d'une part que ce régime de croissance joue en faveur d'une baisse de la pauvreté en Amérique latine depuis le début du millénaire. Il s'agit donc d'un trait positif. Et d'autre part, et à l'inverse, que ce régime de croissance se traduit par une insertion problématique dans la division internationale du travail. Cette insertion diffère de celle qu'on peut observer dans les économies asiatiques. Elle est de nature à empêcher une baisse importante de l'indice de pauvreté. Il s'agit donc d'un trait négatif.

Nous ne ferons qu'évoquer la dimension financière du régime de croissance actuel, renvoyant à d'autres travaux son analyse<sup>14</sup>, bien que celle-ci ait une influence sur la pauvreté.

#### *A. La pauvreté liée au non emploi et à l'emploi.*

La pauvreté est souvent associée à l'absence d'emploi ou bien à un emploi dans le secteur informel. L'essor des activités informelles accompagne souvent la migration des campagnes vers les villes et semble liée à l'incapacité de fournir des emplois dans le secteur formel en nombre suffisant aux nouveaux arrivants. Pour survivre ceux-ci recherchent des emplois informels et vivent dans des bidonvilles. Migration, emplois informels, pauvreté sont liés. Cependant on ne peut réduire la pauvreté à cette seule dimension. La réalité est plus complexe. La pauvreté est liée au non emploi et à l'emploi qu'il soit formel ou informel. Le taux d'activité des pauvres est faible, plus faible que chez les « non pauvres » et leur taux de chômage est plus élevé. Cela semble un paradoxe. Nous allons l'illustrer avec le cas du *Brésil*.

Selon les travaux de Sonia Rocha (p.10, 2007), *le taux d'activité moyen* des pauvres au Brésil était en 1999 de 54,9% et en 2005 de 55,6%, tous secteurs d'activité confondus (informel et formel). L'augmentation de ce taux est faible sur la période considérée. Le taux d'activité des « non pauvres » en 1999 était de 63,3% et en 2005 s'élevait à 65% soit une augmentation plus importante que celle observée pour les pauvres. Dans les villes, l'écart atteint 11,6 points en 2005 (52 et 63,6).

Il est *a priori* surprenant que le taux d'activité des pauvres soit plus faible que celui des « non pauvres » dans la mesure où le niveau de revenu des pauvres étant faible par

---

<sup>14</sup> Voir le chapitre 1 de notre livre *le défi des inégalité* (op.cit),

définition, on devrait observer au contraire un taux d'activité des pauvres supérieur à celui des « non pauvres » pour des raisons de stricte survie. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce paradoxe dont l'un peut avoir une certaine influence : le taux de fécondité des femmes est en général supérieur dans les familles pauvres rendant difficile la garde des enfants en bas âge, surtout dans les villes où la solidarité est moins élevée que dans les campagnes et où n'existe guère de système de crèche. Une autre explication parfois invoquée cherche à établir une relation entre ce faible taux d'activité et les transferts sociaux dont bénéficient les plus pauvres. Cette dernière explication n'est pas sérieuse d'abord parce que ce faible taux d'activité est observé même lorsqu'il n'y a pas ou peu de transferts sociaux, ensuite parce qu'elle est démentie par des analyses plus fines comme nous allons le voir.

Selon S. Rocha, *le taux de chômage moyen*, défini selon les critères du BIT, était en 1999 de 18,2% et de 20,1% en 2005. Paradoxalement le taux est inférieur chez les « non pauvres » : 6,6% en 1999 et 6,3% en 2005. Dans la mesure où les pauvres ne reçoivent pas d'allocation chômage, il est surprenant qu'ils aient un taux de chômage supérieur à celui des « non pauvres ».

En effectuant la répartition des pauvres et des chômeurs pauvres selon la scolarité et en confrontant les données, il est possible de trouver une explication à ce paradoxe.

Répartition des pauvres selon la scolarité en %

Indicateur	Année	Moins de 4 ans	De 4 à 7 ans	De 8 à 10 ans	11 ans	Plus de 11 ans
Répartition par âge	1999	25,1	41,3	20,9	11,1	1,7
	2005	15,9	35	26,6	20,5	2,1
Taux de chômage	1999	10,2	20,7	30,4	33,6	40,2
	2005	10	19,3	29,8	32,2	37,2

Source :S.Rocha (p.13, 2007) à partir des données de l'IBGE et du PND (le Nord rural est exclu)

Les pauvres ayant une scolarité de moins de 4 ans sont beaucoup moins nombreux en 2005 qu'en 1999 (25,1 contre 15,9). Ce sont très probablement les catégories les plus pauvres. Leur taux de chômage est faible, autour de 10%. 41,3% des pauvres ont une scolarité de 4 à 7 ans en 1999. Ils sont moins nombreux en 2005 (35%). Le taux de chômage est plus important et faiblit peu entre ces deux dates. Ce taux de chômage est cependant moins important que le poids des pauvres dans cette catégorie. On peut dès lors considérer que lorsque la formation est peu importante (de 0 à 7 ans), le taux de chômage est relativement faible : la contrainte du travail pour survivre est forte, elle s'exerce surtout dans des emplois informels. Ce sont les plus pauvres qui reçoivent le plus de transferts sociaux et ce sont eux qui ont le taux de chômage le plus faible.

La rupture apparaît avec les pauvres qui ont plus de 8 ans de scolarité : 20,9 % des pauvres ont entre 8 ans et 10 ans de scolarité, ce pourcentage augmente sensiblement en 2005. Dans cette catégorie de pauvres ainsi que dans les suivantes, le taux de chômage est plus important que leur participation dans la pauvreté totale. En 2005, 29,8% sont au chômage. Le chômage augmente avec la scolarité.

Le taux de chômage est faible pour les catégories de pauvres les moins scolarisées, il croît à mesure que la scolarité augmente. Les plus pauvres recherchent des activités y compris et surtout de stricte survie, dans l'informel en général. L'absence de système de protection pour les pauvres les moins instruits et la nécessité de stricte survie expliquent leurs taux faibles de chômage. Les moins pauvres parmi les pauvres ont par contre un taux de chômage plus élevé. A l'inverse de ce qu'on observe dans les pays développés, le taux de chômage est faible au Brésil pour les catégories les moins instruites, il augmente avec le degré d'instruction<sup>15</sup>. S'il y a pauvreté dans ce cas c'est parce que les rémunérations sont faibles et que domine le travail à temps partiel et la précarité. S'il y a un fort taux de chômage c'est probablement dû à la possibilité de retrouver un emploi mieux rémunéré compte tenu de la qualification atteinte et du refus consécutif d'accepter un emploi par trop déclassé moins rémunéré.

Dans les années 2000, la scolarité augmente sensiblement comme on a pu l'observer avec les données exposées dans le tableau ci-dessus. L'offre de travail non qualifié (de 0 à 7ans de scolarité) baisse fortement en pourcentage mais la demande de travail non qualifié de la part des entreprises ne baisse pas au même rythme. Il en résulte une hausse relative des revenus de cette catégorie de travailleurs. Selon les données de la PNAD, exploitées par Neri et *alii* (op.cit, p.23), les revenus du travail croissent dans les cinq premiers déciles deux fois plus vite que dans les quatre déciles suivants, et trois fois plus rapidement que dans le dernier décile de 2001 à 2006. Or c'est dans le cinq premiers déciles qu'on trouve le plus de travail non qualifié, qu'il soit dans des emplois formels ou informels, et dans les déciles suivants le plus de travail qualifié et le plus d'emplois formels.

Le progrès dans l'enseignement ouvre la voie vers une qualification du travail de plus en plus importante<sup>16</sup> mais la demande de travail qualifié ne suivant pas au même rythme, des mécanismes de *déclassement* opèrent, facilité par l'essor de la précarité du travail, l'externalisation de nombreux postes de travail (le travailleur salarié devenant indirectement son propre entrepreneur et subissant davantage les risques liés à la conjoncture), la montée en puissance du temps partiel, l'inadaptation des formations aux demandes des entrepreneurs.

---

<sup>15</sup> nous avons déjà observé ce paradoxe dans Destremau et Salama (2001)

<sup>16</sup> il est vrai cependant que ce serait abusif d'identifier années de scolarité et qualification, comme le font souvent les institutions internationales. On observe en effet une diminution de la qualité de l'enseignement (voir OCDE, 2006, Bonelli R, 2006).

*B. Une insertion internationale peu favorable dans le moyen terme aux pauvres.*

Le Brésil est dans une situation particulière et originale qu'il semble partager avec la plupart des économies latino américaines depuis le début des années 2000, à l'exception de l'Argentine. Le taux de croissance reste faible en moyenne. Le fonctionnement du marché du travail se traduit par moins d'inégalités au bénéfice des plus pauvres. C'est un aspect positif.

D'une manière générale l'offre de travail à un moment donné dépend du taux d'activité, de la fécondité passée (avec un retard d'une quinzaine d'années). La fécondité a baissé depuis une quinzaine d'années et ses effets commencent à se faire sentir sur le marché du travail. D'une manière plus précise, l'offre de travail qualifié dépend d'un facteur supplémentaire : la politique éducative de l'Etat. La demande de travail, elle, dépend du taux de croissance et de manière plus précise, la demande de travail qualifié dépend du régime de croissance : si celui-ci favorise l'essor de la production dans les biens relativement sophistiqués, la demande privilégiera le travail qualifié au détriment du travail non qualifié. Si la production de biens de moyenne et de basse technologie est privilégiée, comme cela paraît être le cas à l'exception de quelques rares secteurs, la demande de travail non qualifié restera importante et son taux de croissance pourrait être supérieur à celui du travail qualifié. Cette situation peut être favorable aux travailleurs non qualifiés et relativement défavorable aux travailleurs qualifiés. Mais comme dans le même temps l'offre de travail qualifié augmente plus rapidement que celle de travail non qualifié, des travailleurs occuperont des postes de travail ne correspondant pas à leurs qualifications spécifiques et auront des emplois déclassés. Il suffit que le taux de croissance augmente pour que la demande de travail qualifié augmente en nombre si ce n'est en pourcentage de la demande totale. L'offre de travail qualifié, bien que croissante, peut alors devenir insuffisante face à cette demande si les dépenses publiques d'éducation ne croissent pas de manière significative. L'évolution favorable relativement aux travailleurs les moins rémunérés (et donc aux pauvres) s'inversera et le différentiel entre les revenus des travailleurs non qualifiés et ceux qui le sont augmentera. L'évolution favorable aux pauvres du marché du travail est donc fragile sauf si les dépenses en éducation augmentent sensiblement.

Mais pour que le taux de croissance augmente sur longue période, plusieurs conditions sont nécessaires. Le régime de croissance est à dominante financière et ne privilégie pas l'investissement productif au contraire de ce qu'on observe dans la plupart des économies asiatiques. Le taux de croissance est donc faible en moyenne. Par ailleurs, l'insertion dans l'économie monde s'est faite au même rythme que la croissance des exportations mondiales si bien que ces économies sont dans l'ensemble, à l'exception du Mexique, davantage ouvertes que par le passé lorsqu'on considère leur degré d'ouverture (exportations

plus importations sur leur Pib)<sup>17</sup> mais elles ne sont pas plus ouvertes que la moyenne mondiale. Un chiffre pour éclairer ce propos : la participation des exportations brésiliennes tourne autour de 1% des exportations mondiales depuis de nombreuses années avec un très léger trend à la hausse alors que celle de la Chine en 2000 était évaluée à 3,9% et en 2005 à 7,4% (carta IEDI, 2006). Cette participation modeste des économies latino-américaines dans le commerce mondial s'explique par la composition de leurs exportations. La part des exportations de produits primaires augmente grâce à la fois à l'augmentation de leur volume et de leur valeur en raison de la forte demande mondiale (asiatique). La composition des exportations comprend peu de produits sophistiqués, or ce sont ceux dont la croissance est la plus élevée au niveau mondial (sur ces questions voir Lall, 2005, Palma, 2006b et P.Salama, 2006, IEDI, 2007)<sup>18</sup>.

La montée en puissance de la modernisation est réelle mais relativement insuffisante par rapport à la structuration et l'évolution du commerce international, ciblée de plus en plus sur l'achat-vente de produits de haute technologie (P.Kliass et P.Salama, 2007). L'Amérique latine accroît son retard vis-à-vis des « dragons » asiatiques comme la Corée du sud et le scénario d'une incapacité à concurrencer la Chine et l'Inde dans un avenir proche sur des marchés dits porteurs se profile.

Au total, un taux de croissance plus élevé et durable, accompagné d'un effort soutenu dans les dépenses d'éducation, est la voie obligée pour réduire de manière significative la pauvreté. Mais pour emprunter cette voie encore faut-il que les rapports de la finance à l'Etat et à l'industrie soient différents et qu'il soit alors possible de modifier en profondeur la structure des exportations vers des produits plus sophistiqués et davantage demandés. Le bout du tunnel de la pauvreté, dont dès à présent on perçoit quelques lueurs dans quelques pays, est encore loin. Le développement des transferts sociaux diminue la pauvreté et allège les difficultés des plus démunis. Si ces transferts sont nécessaires et éthiquement indispensables, ils ne sont en aucune manière la solution pour supprimer une pauvreté absolue qui demeure à des niveaux très élevée, malgré des baisses sensibles dans quelques pays. Enfin, qu'en bien même obtiendrait-on une réduction sensible de la pauvreté absolue, il ne fau-

---

<sup>17</sup> Le taux d'ouverture du Brésil passe ainsi de 11,7% en 1990 à 26,9% en 2004 (carta IEDI, 2006)

<sup>18</sup> Des exportations à contenu technologique élevé se caractérisent par une élasticité de la demande par rapport au revenu élevé au niveau mondial et sont susceptibles d'avoir des effets d'entraînement importants sur les branches industrielles, sauf si elles sont le fait d'industries d'assemblage comme au Mexique. Elles participent ainsi au remodelage en profondeur de l'appareil industriel. La difficulté à favoriser l'essor des exportations à contenu technologique élevé caractérise des modes de croissance de type « canards boiteux » (Palma, 2006b). Les effets sur la croissance de l'essor de ces exportations sont alors faibles, la relation entre degré d'ouverture plus élevé et forte croissance n'est pas ou peu vérifiée. Dans la mesure où la participation des exportations de produits manufacturés à moyenne et haute technologie n'est pas très importante au Brésil on peut considérer que son régime de croissance s'approche davantage du « vol de canards boiteux » que de celui des « oies sauvages ».

drait pas qu'elle s'accompagne d'une hausse de la pauvreté relative produite par une augmentation des inégalités car celle-ci minerait la cohésion sociale en approfondissant le fossé qui existe entre la citoyenneté sociale et la citoyenneté politique.

Bibliographie citée :

Bonelli R. (2006) : « De volta para o futuro (continuidade e mudança no Brasil dos anos 40 ao presente », Forum Nacional, *Estudos e pesquisa* n°164, Sao Paulo.

Bourguignon F. (2004): "The Poverty Growth Inequality Triangle", Working papers *Banque Mondiale*, Washington

Cepal, Ipea, Pnud (2003) : *Hacia el objetivo del milenio de reducir la pobreza en America Latina y el Caribe*, Santiago.

Cepal (2004, 2006) : *Panorama social de la America latina*, Santiago

Cepal (2005): *The Millenium Develoment Goals: a Latin American and caribbean Perspective*. Santiago.

Chaudhuri S. Et Ravallion M (2007): "Partially Awakened Giants : Uneven Growth in China and India", Working papers: WPS4069, *Banque Mondiale*, Washington

Destremau B et Salama P (2001) : « Brésil : de nouvelles causes au maintien de la pauvreté ? », revue *Tiers Monde*, n°167.

Destremau B et Salama P (2002): *Mesures et démesure de la pauvreté*. ed. Presses Universitaires de France, Paris.

Edwards P (2006) : « Examining Inequality : Who Really Benefits from Global Growth », *World Development*, vol 34, n°10. Londres

IEDI (2006) : « Crescimento e exportação » dans *Carta IEDI*, n°204, Brasília;

IEDI (2007) : "Desindustrialização e os dilemas do crescimento economico recente", Brasilia.

Hicks N et Wodon Q (2001) « Protección social para los pobres en América Latina » *revue de la Cepal*, n°73, Santiago du Chili

Jomo K.S. (2006) : " Growth with Equity in East Asia", DESA Working papers n°33, Nations Unies, New York.

Kakwani ., Khandker S, Son H (2004): "Pro-Poor Growth: concepts and Measurements with Country Case Studies" Working paper, UNDP, Washington.

Kliass P et Salama P (2007) : " La globalisation au Brésil: responsable ou bouc émissaire?", Revue *Lusotopie*, Paris.

Neri M.C. et *alii* (2007): "Miseria, desigualdade e politicas de rendas: o Real de Lula" , mimeo, Fundação Getulio Vargas, Rio de Janeiro.



Lall S. (2005) : "Rethinking industrial strategy: the role of the State in the face of globalization", dans K.Gallagher : *Putting development first*, Zed Books, Londres.

Lautier B, Marques Pereira J et Salama P (2004) : « Régimes de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique latine, les conditions macro de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté ». *Cepal, série Financiamiento del desarrollo*, n°140, Santiago.

Lopez-Calva L (2004) : « Macroeconomía y pobreza : lecciones desde latinoamerica » , Working paper, *Cepal*, Santiago.

Lozano C et alii (2007): "Crecimiento y distribución: nota sobre el recorrido 2004-2007" , mimeo, Instituto de estudios y formación, CTA, Buenos Aires.

Lustig N (1989) : « La desigualdad en México » *Economía de América Latina : las dimensiones sociales de la crisis*, *CET* n°18/19. México.

Nunez J, Espinosa S(2005): " Determinantes de la pobreza y la vulnerabilidad" Mission para el diseño de una estrategia para la reducción de la pobreza y la desigualdad, Working paper, Bogota.

OCDE (2006) :*Economic Survey: Brazil*, Paris

Paes de Barros R et Mendonça R (1997) O impacto do crescimento econômico e de reduções no grau de desigualdade sobre a pobreza . texto para discussão n°528 *IPEA*. Rio de Janeiro;

Paes de Barros R. et alii (2000) : Poverty, Inequality and Macroeconomic Instability. Texto para discussão n°750, *IPEA*.Rio de Janeiro

Palma G (2006): "Globalizing Inequality : Centrifugal and centripetal Forces at Work", *DESA Working papers* n°35, Nations Unies, New York.

Palma G (2006b) : " Stratégies actives et stratégies passives d'exportation en Amérique latine et en Asie orientale", *Revue Tiers Monde*, n°186, Paris.

Rocha S (2007) : « Pobreza : evolução recente e as « portas de saída » para os pobres », miméo (prochaine publication dans PAL), Forum Nacional, Rio de Janeiro.

Ros J (2004) : El crecimiento económico en México y Centroamérica : desempeño y perspectivas. *Serie estudios y perspectivas* n°18 *Cepal* Santiago,

Salama P.(2006) : *Le défi des inégalités, Amérique latine/Asie, une comparaison économique*, ed La Découverte, Paris

Wade R (2002) : " Globalization, Poverty and Income Distribution: Does the Liberal Argument Hold" Development Studies Institute, LSE, n°02-33, Working papers, Londres

World Bank ( 2006) : An East Asian renaissance : Ideas for Economic Growth, Washington.

Zettelmeyer J (2006) : "Growth and reforms in Latin America: a Survey of Facts and Arguments", Working paper WP/06/210, *FMI*, Washington.

